



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juin 2006

Volume 5, Numéro 6

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Négociations à l'OMC : après l'échec des ministres à convenir de modalités sur l'agriculture et l'Amna, le programme de Doha entre crise et incertitude.** \_\_\_\_\_ Error! Bookmark not defined.

**Agriculture : un projet de texte controversé que les ministres n'ont pas réussi à adopter** \_\_\_\_\_ 3

**Accès au marché pour les produits industriels : divergences persistantes autour d'un texte trop fortement tributaire de l'agriculture. Les ministres repartent les mains vides** \_\_\_\_\_ 9

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 11

**Traitement spécial et différencié : après trois ans de négociations, les membres peinent encore à trouver un compromis sur les questions " les plus litigieuses ".** \_\_\_\_\_ 11

**Facilitations des échanges : un futur accord prend forme ; les membres présentent des articles...** \_\_\_\_\_ 14

**Agriculture : de légers mouvements sur les questions techniques mais les avancées restent conditionnées par les enjeux politiques.** \_\_\_\_\_ 14

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 16

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 17

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

Négociations à l'OMC : après l'échec des ministres à convenir de modalités sur l'agriculture et l'AMNA, le programme de Doha entre crise et incertitude

Après près de 48 heures d'intenses pourparlers à l'OMC, les ministres du commerce des pays membres de l'OMC n'ont pas pu réduire leurs divergences au sujet des "modalités" ou accords modèles nécessaires pour élaborer l'architecture détaillée de l'abaissement des droits de douane et des subventions à l'agriculture. Conscients qu'avec ce nouvel échec les négociations se trouvaient désormais dans une crise qui pourrait compromettre durablement le programme de Doha pour le développement, les membres ont demandé au Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, d'intensifier les consultations afin de trouver un compromis "dès que possible".

### Lamy comme catalyseur des négociations...vers un renforcement du rôle du Directeur ?

A la suite de cette énième crise dans les négociations commerciales, les membres de l'OMC incapables de s'entendre, ne semblent avoir d'autres choix, s'ils ne veulent plonger l'organisation commerciale dans une impasse dangereuse, que de confier au Directeur Général un rôle moteur dans les discussions. Et il s'agit là, à l'évidence, d'un choix à risques mais aussi d'un premier pas vers le changement d'un fonctionnement menacé par la paralysie.

Dans cette organisation "pilotee par ses membres", l'appel à une intervention beaucoup plus active du secrétariat genevois ne reflète pas seulement la présente incapacité des principaux acteurs à se mettre d'accord. Elle traduit aussi la difficulté, inhérente à une organisation comptant 149 pays membres dont chaque voix pèse en principe d'un poids égal, à dégager les consensus qui ont édifié le système commercial multilatéral.

"Nous avons manifestement besoin d'un mode opératoire différent. C'est pour cela que les membres m'ont mandaté pour jouer le rôle de catalyseur", a expliqué le directeur général après l'échec des discussions de Genève. Il s'est aussi dit "tout à fait conscient que cela pourrait aussi déboucher sur une promotion au rôle de bouc émissaire" en cas d'échec de cette mission de sauvetage d'un cycle qui est allé de fiascos en relances depuis son lancement en novembre 2001. "Les risques sont plus élevés pour moi mais les bénéfices seront plus grands pour les Etats membres", a-t-il reconnu

La principale décision sortie de la ministérielle de fin juin porte essentiellement sur la directive donnée à Lamy et qui peu se résumer en ceci, selon les propos de Lamy lui-même

" Premièrement, que, compte tenu de la crise dans laquelle se trouvent les négociations, le TNC me demande de procéder à des consultations intensives et de vaste portée dans le but de faciliter l'établissement de toute urgence des modalités pour l'agriculture et l'AMNA

" Deuxièmement, que mes consultations se déroulent sur la base des projets de textes établis par les Présidents des groupes de négociation; et

Troisièmement, que je fasse rapport au CNC dès que possible. "

Le CNC en est ainsi convenu

Même si Lamy s'accorde avec les membres de l'OMC que ces derniers doivent rester les acteurs principaux et que le processus de négociations doit

se dérouler du bas vers le haut, il n'en reste pas moins qu'avec ce statut donné à Lamy, l'on semble accepter l'idée selon laquelle le secrétariat et le Directeur général devraient jouer un rôle plus actif conformément à une recommandation du rapport de Peter Sutherland sur la réforme de l'OMC.

### **Incapables de mouvement, les pays du G6 créent les conditions d'un échec inévitable.**

Réunis avec le directeur général de l'OMC Pascal Lamy, le vendredi 30 juin, les chefs des délégations du G6 (Union européenne, Etats-Unis, Brésil, Inde, Japon et Australie) n'ont pu que constater leur incapacité à sortir de l'impasse des négociations destinées à définir l'architecture du cycle de Doha, lancé en 2001 dans la capitale du Qatar. Ils n'ont pu progresser dans aucun des sujets dans l'agenda de leurs négociations.

Un progrès de leur part aurait sans doute permis de déverrouiller le processus de négociation et donner des chances aux autres membres d'avancer sur quelques sujets, mais c'était sans compter avec la volonté de chaque partie de camper sur ses positions tout en demandant aux autres de donner du mouvement. A la fin de la réunion du G6 qui s'est déroulée tard dans la soirée du 30 juin, le Ministre du commerce de l'Inde, Kamal Nath, a affirmé : " Nous devons reconnaître qu'il y a une crise...il n'y aura pas d'autre réunion du G6. Nous devons reconnaître que nous n'avons pas été capables de bouger, qu'il demeure des divergences majeures entre nous et qu'il y a une crise."

L'ultime réunion du G6, dont le manque de "leadership" a d'ailleurs été dénoncé à plusieurs reprises à Genève, n'a pas permis de rapprochement des positions sur les dossiers difficiles de la réduction des tarifs et des subventions en agriculture. C'est ainsi que les regards se sont ensuite braqués sur la " green room " qui devait se tenir le 1er juillet, peu avant la réunion formelle du Comité des négociations commerciales. Celle-ci n'a cependant rien donné et s'est bornée à rappeler le rôle proactif que le

Directeur général devrait jouer pour rapprocher les membres.

Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, a, à ce propos, expliqué que Pascal Lamy pouvait formuler des questions qu'il est parfois difficile (pour les négociateurs) de poser aux autres parce que cela implique d'échanger des positions de négociations". Pour M. Amorim, Pascal Lamy connaît mieux que quiconque les cartes que chaque joueur tient encore dans son jeu. Le directeur général a une idée "assez précise" de l'équation qui permettrait un accord sur les "grands chiffres" clefs (baisse des tarifs et subventions agricoles, réduction des droits de douane industriels), confirme encore une source proche de l'OMC.

### **Sursis d'un mois pour le cycle de Doha ?**

Les ambitions du cycle de Doha pourraient être révisées à la baisse faute de mouvement significatif des éléphants du commerce mondial. Sans rapprochement d'ici à la fin juillet sur les modalités chiffrées des droits de douane agricoles et sur les produits industriels, il sera impossible techniquement de boucler l'ensemble des dossiers à la fin de l'année, selon le directeur général de l'OMC Pascal Lamy. Une épée de Damoclès est en effet suspendue au-dessus de l'OMC: la fin, dans un an, en juillet 2007, de l'autorisation accordée par le Congrès américain au président Bush pour négocier des accords commerciaux.

Les spécialistes ne croient pas que le Congrès renouvellera cette autorisation, ce qui rendrait encore plus compliquées les négociations à Genève. Le round lancé en novembre 2001 à Doha pourrait alors s'enliser.

Lamy n'a en effet cessé de répéter qu'à défaut d'un accord avant l'été, l'énorme travail de finalisation de "l'engagement unique" qui boucle un cycle de négociations de l'OMC ne pourrait pas être achevé dans les temps, c'est à dire au plus tard début 2007. Malgré l'échec du forcing de Pascal Lamy, qui a tenté vainement d'arracher une décision pour la fin juin, il reste encore une petite marge de manœuvre...d'un mois !

Sources : Notes Enda ; [www.wto.org](http://www.wto.org); AFP.

---

### **Agriculture : un projet de texte controversé que les ministres n'ont pas réussi à adopter.**

Les ministres réunis entre le 30 juin et le 1er juillet à Genève pour tenter de faire avancer le cycle de Doha n'ont pas pu surmonter les désaccords substantiels sur les modalités de réduction des droits tarifaires et de subventions dans l'agriculture. Un nouveau projet de texte, mis en distribution le 22 juin par le président des négociations agricoles, a mis en évidence des centaines de divergences persistantes qu'ils devaient régler pour espérer donner un coup de fouet aux négociations. L'étendue de ces divergences que les ambassadeurs et négociateurs de haut niveau n'ont pas réussies à résorber s'est répercutée sur la réunion des ministres. Ces derniers, malgré les déclarations sur leur volonté de faire progresser les négociations agricoles, se sont quittées après d'intenses pourparlers, sans tomber d'accord sur le projet de texte du président publié une semaine avant.

Le projet de texte, de 74 pages, comprend en effet presque toutes les propositions avancées par les négociateurs, car les divergences persistantes entre Membres dans tous les domaines des discussions, ont empêché l'instauration d'un consensus. Le document met différentes options entre près de 760 paires grands crochets, chacune indiquant une portion de texte ou un chiffre sur lequel les Membres sont en désaccord.

Un accord sur n'importe quelle question donnée aurait entraîné probablement la suppression d'un bon nombre de ces grands crochets, mais en raison de leur nombre, les ministres et d'autres hauts responsables n'ont pas réussi à discuter à fond de plusieurs divergences pour arriver à un accord sur des 'modalités' - les formules et les chiffres pour les réductions de droits tarifaires et de subventions, et les exceptions à ces réductions.

Après la diffusion du document, le président du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) avait d'ailleurs déclaré lors d'une conférence de presse, comme par prémonition, que les ministres étaient peu susceptibles d'examiner l'ensemble du projet de texte, crochet après crochet. Il a déclaré qu'ils concentreraient plutôt leur attention sur un petit nombre de questions politiques clés, cruciales pour tirer les négociations de l'impasse. Si ces questions étaient résolues, a-t-il laissé entendre, il serait possible d'arriver à un accord assez rapidement.

Falconer a déclaré que les ministres pourraient arriver à un accord, " avec la volonté politique adéquate ", mais a concédé qu'il était rare que des responsables soient en mesure de résoudre tant de questions de manière fructueuse durant un temps si limité. La suite lui a donné raison.

Selon des sources, lors d'une réunion en 'green room' tenue les 26 et 27 juin, les représentants de près de 25 à 30 délégations influentes ont proposé un " enchaînement du débat " pour les questions lors des prochaines discussions sur l'agriculture et l'accès aux marchés. Concernant l'accès aux marchés pour les produits agricoles, ceci porterait sur les seuils et les abaissements pour la formule étagée de réduction tarifaire, le nombre et le traitement des 'produits sensibles', et les exceptions aux abaissements tarifaires pour les pays en développement. Pour ce qui est du soutien interne, les ministres ont eu à se concentrer sur l'importance des abaissements du soutien global ayant des effets de distorsion des échanges et des versements au titre de la 'catégorie ambre', ainsi que sur les plafonds et les critères pour les dépenses au titre de la 'catégorie bleue' et 'de minimis'. Ils ont également abordé la question des subventions au coton. D'après le programme initial, ils devaient d'abord résoudre ces questions avant de se tourner vers des domaines tels que la concurrence à l'exportation, les plafonds tarifaires, les produits tropicaux et l'érosion des préférences.

Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, identifie depuis longtemps les subventions agricoles versées par les États-Unis et l'accès aux

marchés agricoles de l'UE, de même que les droits industriels des pays en développement, comme constituant le 'triangle' de questions sur lesquelles des avancées sont nécessaires pour une percée dans les discussions. Chacun des trois camps appelle les deux autres à agir en premier. Plusieurs délégués soutiennent qu'un accord sur les abaissements tarifaires serait improbable sans une idée claire sur le nombre et le traitement des 'produits sensibles'. Certains Membres veulent une clarté similaire en ce qui concerne les 'produits spéciaux' que les pays en développement seuls seront en mesure de soustraire aux abaissements tarifaires, afin de se sentir à l'aise pour adhérer à un accord sur les modalités.

### **Le projet de texte est 'sans surprise' selon le Président**

Dans une lettre d'accompagnement adressée à Lamy, Falconer a noté que le projet de texte ne contenait pas de 'surprises' pour les négociateurs, car il visait à " refléter le consensus, et là où cela est possible, les différentes positions sur les questions ", comme les Membres l'avaient exigé. Le projet de texte " n'était pas un document élégant ", a-t-il observé, car les Membres n'avaient pas été en mesure de combler les divergences significatives entre leurs positions. " Les traiter de manière honnête et juste peut être la seule façon de nous donner une chance de progresser. "

Falconer a mis l'accent sur le fait qu'il avait évité de mettre les Membres devant le fait accompli en tentant de deviner où il pourrait y avoir un consensus. Ses 'documents de référence' antérieurs sur diverses questions soulevées dans les négociations avaient inclus quelques observations personnelles sur les contours probables d'un accord potentiel.

### **Les Membres soulignent la nécessité d'arriver à un accord et font allusion à la flexibilité**

Lors d'une réunion du 23 juin consacrée à un débat sur le projet de texte sur des modalités, les Membres ont mis l'accent sur le fait qu'un accord

en fin juin était crucial pour garantir une conclusion fructueuse du Cycle de Doha.

Les grandes puissances commerciales ont continué à exhorter les uns et les autres à aller au-delà de leurs positions de négociation, alors que l'UE et le groupe de pays en développement du G-20 faisaient également allusion à une certaine flexibilité dans leurs propres positions. L'UE s'est dite disposée à procéder péniblement à des abaissements sur les obstacles tarifaires et les subventions - à la condition d'être payée en retour par les partenaires commerciaux. Des réductions sur les tarifs industriels seraient une partie essentielle de tout accord, a-t-elle réitéré.

Qualifiant les divergences entre les propositions de réduction tarifaire des Membres de "sidérantes", les États-Unis ont soutenu que certains abaissements proposés ne remplissaient pas le mandat de produire des "améliorations substantielles de l'accès aux marchés". Comme cela est résumé dans le texte de Falconer, les abaissements proposés pour les tarifs agricoles les plus élevés appliqués par les pays développés variaient de 42% aux 90% préconisés par les États-Unis. L'UE a milité en faveur d'une réduction de 60%, alors que le G-20 préconisait que les pays en développement réduisent leurs tarifs les plus élevés de 40%.

Les pays du G-20 ont exigé que les États-Unis procèdent à des abaissements plus importants de leurs subventions agricoles et ont exhorté l'UE et le G-10 à offrir un accès plus large à leurs secteurs agricoles fortement protégés. Les membres du groupe de pays en développement se sont déclarés disposés à envisager de nouvelles positions "dès que les grands pays développement se montreront clairement disposés à négocier."

En dehors de l'OMC, les ministres ont également fait allusion à de nouvelles concessions - subordonnées, bien sûr, à la réalisation de progrès par d'autres Membres. Le Représentant américain au commerce extérieur, Susan Schwab, a déclaré à Reuters que des abaissements tarifaires plus importants étaient possibles, mais que l'UE et

d'autres Membres auraient à mettre beaucoup plus sur la table", afin de persuader Washington d'offrir plus. Le ministre japonais de l'Agriculture, des forêts et des pêcheries, Shoichi Nakagawa, a déclaré qu'il avait "certaines cartes en poche pour contribuer" aux progrès dans les négociations, mais que les pays exportateurs devraient montrer leurs cartes en premier.

Le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a indiqué que le bloc pourrait améliorer son offre d'accès aux marchés si "d'autres font preuve d'une flexibilité et d'une volonté similaires pour aller de l'avant." Sa marge de manœuvre a toutefois été remise en cause par les responsables de la France et de la Finlande. Le ministre de l'Agriculture finlandais, Juha Korkeoja, a clairement spécifié que "l'UE ne devrait pas faire davantage de concessions," soutenant que c'était de fait, "aux autres de faire de nouvelles propositions", lors de la réunion de Genève.

Le Ministre indien de l'industrie et du commerce, Kamal Nath, un éminent représentant du G-20, a mis l'accent sur le fait que les 'sensibilités' politiques nationales ne devraient pas servir d'excuse pour bloquer les progrès dans le Cycle, une référence implicite aux lobbies agricoles influents des États-Unis et de l'UE.

### Désaccords sud-sud répétés

Les Membres se sont montrés moins disposés à faire des compromis dans le débat de longue date sur une gamme de flexibilités en matière d'accès aux marchés pour les pays en développement. Les exportateurs de produits agricoles (à la fois pays développés et en développement) sont en désaccord avec ceux des pays en développement qui souhaitent assurer un certain niveau de protection à leurs secteurs agricoles.

Le groupe G-33 de pays en développement, qui cherchent actuellement à soustraire les 'produits spéciaux' aux réductions tarifaires afin de promouvoir la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural, ont mis l'accent sur le fait qu'ils étaient mus non par un

désir de restreindre les échanges, mais plutôt par la nécessité de protéger des agriculteurs vulnérables. Des pays exportateurs tels la Paraguay, l'Uruguay et la Thaïlande ont fait de nouveau valoir que trop de flexibilité pourrait compromettre leur capacité à exporter des produits vers d'autres pays en développement.

L'Inde, Membre du G-33, a mis l'accent sur la nécessité de clarifier les arrangements à la fois pour des produits spéciaux et pour un mécanisme de sauvegarde spéciale dans le cadre d'un accord sur des modalités, plutôt que de les repousser à un stade ultérieur dans les discussions, par exemple, les négociations sur les listes d'engagements des Membres.

Les exportateurs de produits agricoles des pays en développement ont également averti que les efforts en cours pour prendre en compte l'érosion des préférences pouvaient mener à terme à des opportunités d'accès aux marchés plus restreintes pour des produits tels que le bœuf, le vin et le riz - tous inclus dans leur liste de produits bénéficiant actuellement de régimes commerciaux préférentiels.

### **'Clause de paix' absente, indications géographiques très peu présentes**

Les États-Unis se sont plaints de l'absence d'une 'clause de paix' dans le projet de texte - une disposition qui soustrait la plupart des types de subventions agricoles à des actions à l'OMC, pendant une période limitée. A la suite du différend de 2004 contre les subventions au coton, dans lequel le Brésil a eu gain de cause, les États-Unis ont été particulièrement soucieux de rétablir ce type d'immunité pour leurs programmes de subventions, en soutenant que ceci était nécessaire pour protéger les agriculteurs pendant la mise en œuvre des réformes. Un certain nombre d'autres pays se sont opposés avec acharnement à une telle démarche. On ne sait pas clairement dans quelle mesure les États-Unis considèrent une clause de paix comme une condition préalable pour un accord final.

Falconer a défendu sa décision, en indiquant qu'il avait considéré cette option, mais avait décidé qu'aucune clause de ce type ne figurait dans le Cadre de juillet 2004 (WT/L/579), qui énonce les termes pour l'élaboration de 'modalités complètes'. Il a noté que les ministres restaient libres de décider de l'inclure ou non dans l'accord. D'autres Membres ont salué le Président pour cette décision. Mais les ministres n'ont pas pris de décision sur cette question.

Le texte comprenait un titre entre grands crochets 'Indications géographiques', quoique sans dispositions préliminaires en dessous. L'UE, la Suisse et la Bulgarie ont à maintes reprises appelé les Membres à étendre à tous les produits le niveau élevé de protection actuellement accordé uniquement aux vins et spiritueux (tels que le Champagne). D'autres, tels que l'Argentine, le Canada et les États-Unis se sont fermement opposés à cette démarche, en faisant valoir qu'il n'y avait mandat pour 'l'extension des indications géographiques' dans les négociations sur l'agriculture.

---

Accès au marché pour les produits  
industriels : divergences persistantes  
autour d'un texte trop fortement  
tributaire de l'agriculture. Les ministres  
repartent les mains vides.

L'accès aux marchés pour les produits non agricoles était, avec l'agriculture, l'un des deux gros éléments que les membres de l'OMC devaient négocier pour convenir des modalités y relatives en fin juin. Ce dossier a cependant connu le même sort que l'agriculture auquel il est d'ailleurs fortement lié. Avec les divergences qui ont marqué les discussions sur l'AMNA depuis la diffusion du projet de texte, de nombreuses incertitudes planaient sur la suite des pourparlers, annonçant déjà les difficultés que les ministres pourraient rencontrer à Genève pour avoir des modalités sur l'amna. Comme on pouvait s'y attendre, ces derniers ont échoué ce week end à donner un coup d'accélérateur à ces négociations, à cause entre

autres, de l'impasse sur l'agriculture qui semble être le verrou qu'il faut lever pour faire avancer l'Amna.

C'est le 22 juin que le Président du Comité, l'Ambassadeur Don Stpehenson (Canada) avait diffusé un projet de texte sur l'Amna. Ce document contenait des textes préliminaires uniquement pour certaines sections d'un accord potentiel sur des 'modalités' pour des abaissements tarifaires et des exceptions. Sur certaines des questions les plus centrales dans les négociations - notamment la formule de réduction tarifaire - le président du Comité n'a fait guère plus que des observations sur les positions des Membres, en expliquant que l'absence persistante de convergence ne permettait pas de trouver une formulation en vue d'un accord.

" Il y a énormément de questions à traiter pour les ministres " a admis Stephenson, lors d'une conférence de presse tenue à la suite de la diffusion du document. Il a toutefois laissé entendre que s'ils étaient en mesure de se mettre d'accord sur les domaines fondamentaux de définition de l'ambition - principalement sur les chiffres qui détermineraient l'importance des réductions tarifaires requises par la formule, les exceptions pour les pays en développement, et le traitement des lignes tarifaires non consolidées - les Membres simplifieraient grandement la résolution des autres questions.

Lors d'une réunion en 'green room' tenue les 26 et 27 juin, les représentants de près de 30 délégations ont décidé de prendre en compte les différents domaines des discussions en deux étapes. La première se concentrerait sur les 'questions fondamentales' : la formule de réduction tarifaire, le traitement des tarifs non consolidés et les flexibilités en faveur des pays en développement qui seront soumis à la formule. Une fois ces questions plus ou moins résolues, l'étape suivante aborderait des questions telles que l'érosion des préférences, le traitement des petites économies vulnérables et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC, ainsi que les voies et moyen d'accorder un accès en franchise de droits et sans contingents aux exportations des pays les moins

avancés (PMA). Lamy a débattu de cette approche en deux étapes avec toutes les délégations Membres durant la session informelle du Comité des négociations commerciales, le 28 juin.

### **'La totalité des négociations sur l'AMNA entre grands crochets' dans les discussions sur l'agriculture**

Le président l'avait prédit : " les décisions prises par les Membres dans les discussions sur l'AMNA dépendront de ce qui se passe dans les négociations tortueuses sur le commerce des produits agricoles " (JOB(06)200/Rev.1). Le simple fait est que des progrès dans les négociations sur l'AMNA ont, de tout temps, été à la fois contraints par et subordonné à des progrès dans les négociations sur l'AMNA " a-t-il déclaré.

Selon des sources, certains négociateurs de haut rang estiment que si les Membres arrivaient à un accord sur l'agriculture, un accord sur l'AMNA pourrait être conclu assez rapidement - en moins d'un jour, selon un négociateur.

Au cours d'une réunion tenue le 23 juin pour débattre du rapport, le groupe de pays en développement appelé AMNA-11, a notamment salué Stephenson pour avoir placé la totalité du texte " dans un grand crochet sur l'agriculture. " L'UE et la Suisse, par contre, qui protègent fortement les secteurs agricoles mais qui ont des intérêts offensifs dans le commerce des biens industriels, ont critiqué ce même principe.

### **Le président n'a pas reçu suffisamment d'éléments pour produire un texte général**

Stephenson avait initialement présenté aux ministres un texte qui aurait nécessité un nombre limité de décisions - essentiellement sur les chiffres qui détermineraient la portée des abaissements tarifaires et sur les exceptions pour les pays en développement.

Il a plutôt préparé un tableau en trois colonnes examinant chaque question des négociations sur l'AMNA. La première colonne présentait les



sections pertinentes du mandat de négociation énoncé dans le Cadre de juillet 2004 (WT/L/579) et dans la Déclaration ministérielle de HongKong. Dans la troisième colonne, le président a fait de brefs commentaires sur les positions de négociation larges des Membres et fournissait " une orientation pour des discussions futures ".

La colonne du milieu contenait " le langage possible pour des modalités " sur des domaines où les Membres sont d'accord - avec un vide pour plusieurs questions. Dans cette section, Stephenson a proposé des textes à titre personnel " uniquement dans les cas où [il] estimait que les points de divergence n'étaient pas aussi ancrés et pouvaient être comblés à ce stade. " Il a mis en italiques les portions qu'il avait proposé pour les distinguer du langage convenu, en réponse aux commentaires de certains Membres, notamment de l'AMNA-11.

De nombreux Membres dont l'Equateur, le Japon, Singapour et le Sri Lanka, ont salué le rapport qu'ils ont jugé être une représentation équitable de la situation. l'AMNA-11 a toutefois laissé entendre qu'en raison de sa structure, le document pouvait pas refléter certaines " complexités et nuances " des négociations, compromettant ainsi sa capacité à contribuer aux modalités.

### **Pas de consensus sur la formule, les flexibilités**

Dans son document, Stephenson a indiqué qu'il n'y avait " pas de consensus " sur la structure de la formule de réduction tarifaire. Il a toutefois noté que les conversations qu'il avait eues avec les Membres l'avaient conduit à " croire qu'il y a un appui large et fort à la formule suisse simple avec deux coefficients et que les discussions devraient se concentrer sur cette structure comme étant la plus susceptible de susciter un consensus. " Il a ajouté que les positions des Membres " ne fournissaient pas une base sur laquelle établir les coefficients ou même proposer une gamme de chiffres dans laquelle concentrer la discussion. " La valeur du coefficient devient le futur plafond tarifaire industriel consolidé et détermine la mesure dans laquelle les tarifs seront réduits.

La discussion des négociateurs sur le document n'a servi qu'à mettre leurs divergences en évidence. Alors que l'AMNA-11 déclarait que le texte ne reflétait pas de manière adéquate les points de vue des Membres qui recherchent un écart particulièrement large entre les coefficients, les États-Unis se sont dits " mal à l'aise " en ce qui concerne l'incapacité du texte à faire exactement le contraire. Dans une proposition récente, source de controverse, les États-Unis et certains autres pays ont proposé de limiter l'écart à pas plus de 5 points.

De même, le président a déclaré qu'il n'y avait pas de consensus sur le nombre de lignes tarifaires que les pays en développement seraient en mesure de protéger du plein impact de la réduction tarifaire. Le paragraphe 8 du mandat de l'AMNA dans le Cadre de juillet contenait des chiffres provisoires - entre grands crochets pour signifier l'absence d'accord - qui permettraient aux pays en développement de procéder à des abaissements à la moitié des abaissements requis par la formule sur 10% des lignes tarifaires ou d'exempter totalement 5% des abaissements, à la condition qu'ils ne comptent pas pour plus 10 ou 5% de la valeur totale de l'importation de produits non agricoles, respectivement.

Soulignant que certains pays souhaitaient voir rehausser ces chiffres, alors que d'autres voulaient qu'ils soient réduits, Stephenson a écrit : " A mon sens, les Membres pourraient convenir des chiffres déjà entre grands crochets, à la condition que les coefficients dans la formule soient satisfaisants. " Il a conseillé aux Membres traiter les chiffres 10 et 15 comme " une hypothèse de travail " et de s'en servir comme base pour déterminer la valeur des coefficients.

L'AMNA-11 a souligné qu'il considérerait les deux chiffres entre grands crochets comme le " strict minimum " et que certains de ses membres pourraient exiger des chiffres plus élevés. Le groupe a appelé Stephenson à amender ses commentaires pour refléter ceci.

Concernant la troisième 'question fondamentale' dans les discussions sur l'AMNA, les Membres



débattent actuellement du nombre de points de pourcentage qu'ils ajouteront aux droits tarifaires non consolidés avant de les soumettre à la formule de réduction tarifaire. Stephenson a déclaré qu'ils envisageaient des chiffres entre 5 et 30.

### **La Turquie réitère un appel à une exclusion pour les textiles**

Les modalités potentielles proposées par Stephenson pour des initiatives de libéralisation sectorielle spécifiaient que la réduction tarifaire axée sur des secteurs particuliers aurait à aller " bien au-dessus de ce qui aurait été réalisé par la formule. " La Turquie a néanmoins réitéré son appel controversé visant l'inclusion dans les modalités de sa proposition d'exclure effectivement les textiles de la formule de réduction tarifaire, et sous réserve 'd'harmonisation'. Dans le cadre de cette approche, les Membres établiraient une gamme commune de droits tarifaires pour les textiles et les vêtements - nécessitant sur certains types de textiles des réductions plus faibles que celles exigées par la formule.

Bien qu'ils aient récemment laissé entendre que les textiles méritaient " une attention spéciale ", les responsables du commerce américains se sont arrêtés bien avant d'approuver de manière formelle l'approche turque. Stephenson avait noté dans son document que de nombreux Membres " s'opposaient fermement " à la proposition de la Turquie. Ceci avait été reflété lors de la réunion, lorsque la Chine et l'UE l'avaient nouveau rejeté la proposition.

### **Peu de consensus sur les autres questions**

Le Président a noté le peu d'accord qu'il y avait sur le traitement à réserver aux petites économies vulnérables et aux pays ayant récemment accédé à l'OMC, ou sur les moyens de prendre en compte l'érosion des préférences.

Concernant la libéralisation accélérée des biens environnementaux, Stephenson a suggéré qu'au vu de l'absence de consensus, les Membres pourraient simplement convenir de reporter effectivement une

décision à une date ultérieure dans les négociations. Les États-Unis ont fait part de leur déception à ce sujet, en soutenant que les désaccords n'étaient pas assez larges qu'ils l'avaient laissé entendre. Ils ont également mis en exergue le mandat spécifique sur les biens environnementaux contenu dans le paragraphe 31(iii) de la Déclaration de Doha. Avec le Canada, l'UE, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Suisse, les États-Unis ont appelé tous les Membres à éliminer les droits tarifaires sur les biens environnementaux, dès que possible.

Les ministres avaient pour mission de remplir les blancs dans le texte de Stephenson, lors de leurs réunions de ce week end du 30 juin au 2 juillet. Après une réunion du G6, une Green room et une réunion formelle du CNC, les ministres ont dû se résoudre à constater la crise dans les négociations commerciales et ont convenu de redoubler d'efforts pour réussir en juillet ce qu'ils n'ont pu faire en juin.

## **NOUVELLES DE L'OMC**

[Traitement spécial et différencié : après trois ans de négociations, les membres peinent encore à trouver un compromis sur les questions " les plus litigieuses ".](#)

Examinant huit propositions visant des changements spécifiques à apporter aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié (S&D) dans les accords de l'OMC, pour la première fois depuis 2003, les délégués étaient toujours loin d'arriver à un compromis. " Le terrain d'entente n'est pas visible " a déclaré le président, l'ambassadeur Burhan Gafoor (Singapour), dans son résumé morose des discussions, lors d'une réunion du 1er juin de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement.

Les huit propositions appelées 'Catégorie III' ont été séparées des autres propositions axées sur des accords particuliers, en 2003, par Carlos Perez del

Castillo, alors président du Conseil général, au motif que les Membres étaient assez en désaccord sur ces propositions pour qu'il soit nécessaire de " remanier le texte dans une certaine mesure " afin de réaliser des progrès. Les propositions sur lesquelles, selon Perez del Castillo, un accord était des plus probables ont été classées dans la 'Catégorie I', alors que les propositions de la 'Catégorie II' ont été transférées aux groupes de négociation du Cycle de Doha pertinents.

Toutefois, lors de la réunion, les partisans des propositions en question ont attiré l'attention sur la nature de l'évaluation de 2003 de Perez del Castillo. Ils ont mis l'accent sur le fait que les Membres n'avaient jamais approuvé le classement des propositions par décision prise au consensus, et que la démarche de Perez del Castillo n'était pas supposée empêcher un débat et un accord éventuel sur leurs textes.

Les États-Unis ont toutefois laissé entendre qu'un bon nombre des propositions avaient encore besoin d'un travail technique approfondi - en particulier celles qui cherchent à rendre obligatoire pour les pays développés la fourniture d'une assistance technique aux fins de l'Accord sur les obstacles au commerce et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Ils ont recommandé l'envoi de ces propositions aux Comités des obstacles techniques au commerce et SPS pour modification, en soutenant que la poursuite des débats sur les textes actuels au sein de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement était vaine, du fait qu'il ne semblait y avoir aucune possibilité d'avancer.

Les pays en développement ont rétorqué qu'en dépit des divergences de points de vue sur les propositions, la volonté exprimée par les deux parties de prendre en compte les besoins qui y étaient formulés pourrait servir de base à des progrès dans la rédaction du texte.

Le président a reconnu que lors de la réunion, l'on s'était juste contenté de lire les propositions et a déclaré qu'il encouragerait des consultations informelles entre les partisans des révisions des

accords de l'OMC et les délégués des pays développés, afin de faciliter le développement d'une formulation révisée.

En plus des prescriptions visant la fourniture d'assistance technique aux pays en développement pour appuyer la mise en conformité avec l'Accord relatif aux obstacles techniques au commerce et celui ayant trait aux mesures sanitaires et phytosanitaires, les huit textes comprennent des propositions visant à : clarifier dans quelle mesure il faudrait allonger la période de mise en conformité avec de nouvelles mesures SPS pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement au titre de l'article SPS 10.2) ; étendre les exemptions énoncées dans l'article II de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce pour y inclure les " arrangements en matière de coopération " qui pourraient comprendre les accords commerciaux régionaux et préférentiels, les restrictions quantitatives et les " mesures prises pour améliorer les niveaux de vie des pays en développement " ; et rendre l'assistance technique obligatoire pour l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et permettre une mise en œuvre différée.

### **Une proposition relative aux règles présentée par les PMA**

Dans le cadre des efforts en cours visant à clarifier les paramètres qui aideront les Membres à mettre en œuvre le mandat, énoncé dans la Déclaration ministérielle de HongKong, d'assurer un accès en franchise de droits et sans contingents à leurs exportations, les pays les moins avancés (PMA) ont présenté une proposition détaillée sur les règles d'origine. Le paragraphe 47 de la Déclaration ministérielle de Hongkong stipule que les Membres fourniront un accès aux marchés, sans restriction, aux produits des PMA, notamment à travers " des règles d'origine simplifiées et transparentes ", mais nombre des détails de la mise en œuvre de la décision - notamment sa date d'entrée en vigueur - restent non spécifiés.

La nouvelle proposition expose les diverses prescriptions auxquelles les produits ont actuellement à se conformer pour bénéficier des accords préférentiels, en laissant entendre que des règles d'origine strictes ont empêché les PMA de tirer profit des opportunités offertes par de tels accords. Le document propose également un texte sur un ensemble possible de paramètres destinés à lier les règles d'origine au mandat visant l'octroi d'un accès en franchise de droits et sans contingents aux exportations en provenance des PMA.

Les délégués des PMA ont fait valoir, lors de la réunion, que des règles supplémentaires étaient nécessaires pour garantir que leurs pays bénéficiaient d'un accès aux autres marchés, en franchise de droits et sans contingents, car les règles d'origine existantes de l'OMC ne couvrent que des concessions unilatérales en matière d'accès aux marchés.

Le président a demandé aux délégations de se consulter sur la proposition relative aux règles d'origine. Des sources indiquent que lors de négociations bilatérales avec les PMA, les États-Unis ont laissé entendre qu'ils mettraient en œuvre la décision relative à l'accès en franchise de droits et sans contingents, en même temps que le reste de l'ensemble de Doha éventuel (et pas avant, comme les PMA l'avaient espéré) et qu'il n'y aurait plus d'autres négociations sur les règles d'origine.

---

#### Facilitations des échanges : un futur accord prend forme ; les membres présentent des articles....

Les grandes lignes d'un futur projet d'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges commencent à prendre forme, les Membres ayant proposé des textes pour plusieurs articles, au cours de réunion du Groupe de négociation, les 6-7 juin.

Les négociations sur la facilitation des échanges visent à simplifier les procédures douanières et à réduire la paperasserie, ainsi qu'à rehausser la capacité des pays en développement à participer au commerce international des marchandises. Le

Cadre de juillet 2004 (WT/L/579) spécifiait que les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) n'auraient pas à mettre en œuvre de futures obligations en matière de facilitation des échanges, s'ils ne recevaient pas l'assistance technique nécessaire pour ce faire. Au cours de la récente réunion, un groupe informel de pays développés et de pays en développement a réagi à ce lien sans précédent en présentant un mécanisme simple à travers lequel les pays en développement pourraient rechercher et recevoir une assistance technique avant de se conformer à de nouveaux engagements.

Les Membres ont pour instruction spécifique de clarifier trois articles de l'Accord général sur les droits de douane et le commerce (GATT) de 1994 : la liberté de transit pour les marchandises en provenance d'autres Etats Membres (article V), les redevances et formalités liées au commerce (article VIII) et la transparence dans la réglementation et l'administration des règles commerciales (article X).

#### Des propositions suggèrent des textes pour le futur accord

Nombre des présentations faites au cours de la réunion s'appuyaient sur des communications déjà révisées, pour proposer une formulation spécifique pour diverses sections d'un futur accord sur la facilitation des échanges. Plusieurs d'entre elles mettaient l'accent sur le fait que les exceptions générales aux règles de l'OMC s'appliqueraient également sur les disciplines proposées.

L'UE, la Corée et la Suisse (TN/TF/W/107), par exemple, ont présenté une série de règles prospectives régissant le type et le montant des redevances et des frais liés au commerce que les gouvernements pourraient prélever, en spécifiant qu'ils ne devaient pas excéder le coût approximatif du service d'importation/exportation qu'ils sont censés payer.

Pour inciter les pays à accélérer les délais dédouanement, l'UE, le Japon, la Corée, la

Mongolie et Taiwan ont proposé des règles aux fins desquelles les pays seraient tenus de calculer périodiquement et de publier la durée de leurs délais moyens de dédouanement et de s'engager à tenter de les réduire. Ceci a provoqué une réaction, en particulier de la part de l'Australie et de l'Inde, qui ont déclaré ne pas souhaiter qu'un tel engagement soit obligatoire.

Le Japon, la Mongolie et la Suisse (TN/TF/W/114) ont présenté une série de disciplines potentielles aux fins desquelles les Membres seraient tenus de publier toutes les lois et réglementations relatives au commerce. Leur proposition établit la liste des types précis de renseignements que les gouvernements seraient tenus de fournir, et appelle à la mise en place des centres de demande de renseignement (points d'informations) où les opérateurs de tout pays seraient en mesure de trouver la documentation et autres exigences. Avec la Corée, ces pays ont présenté des propositions d'articles (TN/TF/W/115) aux fins desquels les Membres seraient tenus de permettre à tous les opérateurs économiques et aux autres gouvernements de faire des commentaires sur les procédures liées au commerce, nouvelles ou amendées, et de publier les règles adoptées bien avant leur entrée en vigueur. Les quatre pays ont présenté conjointement une autre proposition de texte (TN/TF/W/115) sur le 'traitement avant arrivée' qui prévoit que les douanes et d'autres agences aux frontières acceptent et examinent la documentation relative à l'importation présentée par les opérateurs avant l'arrivée des marchandises, afin d'accélérer leur dédouanement éventuel.

En ce qui concerne le transit des marchandises en provenance d'autres Membres de l'OMC - un problème clé pour les pays enclavés - l'Arménie, l'UE, la République Kirghiz, la Macédoine et la Moldavie (TN/TF/W/113) ont proposé des disciplines générales pour réglementer le traitement de telles marchandises par les gouvernements. Ces pays souhaitaient spécifiquement que les pays traitent de manière égale les marchandises de tous les Membres à des fins de transit. De nombreux Membres étaient peu satisfaits de l'idée d'accorder aux opérateurs, qui

seraient probablement originaires d'autres pays, la liberté de choisir leurs voies de transit. Ils ont également reproché à la proposition d'appeler à accorder un traitement identique aux marchandises en transit et aux marchandises locales. Un délégué a déclaré à Bridges que les produits manufacturés localement pourraient ne pas avoir besoin des inspections obligatoires pouvant être exigées pour les marchandises étrangères.

D'autres propositions de règles potentielles comprenaient des disciplines présentées par l'UE, la Suisse et la Taiwan (TN/TF/W/109), qui obligeraient les pays à fournir un visa d'inspection accéléré aux "opérateurs agréés" qui répondent à certains critères de conformité antérieure. L'UE et Taiwan (TN/TF/W/108) ont exposé les grandes lignes d'une procédure visant la suppression progressive des 'inspections pré-expéditions', qui renvoie aux prescriptions selon lesquelles la qualité, la quantité ou le prix des marchandises doivent être vérifiés avant qu'elles ne puissent être exportées.

La nouvelle Zélande (TN/TF/W/111) a présenté une disposition selon laquelle les Membres auraient à appliquer des critères objectifs pour le classement tarifaire des marchandises, afin de garantir qu'ils ne sont pas "arbitraires ou injustifiables" et "qu'ils ne constituent pas une restriction déguisée" aux échanges. Ce pays a suggéré qu'on y parviendrait en classant tous les produits sur la base de la Convention SH de l'Organisation mondiale des douanes.

### **Mécanisme proposé pour la mise en œuvre**

Un groupe informel de pays développés et de pays en développement a coparrainé un 'non document' qui présentait un processus à étapes multiples pour la mise en œuvre d'un futur accord sur la facilitation des échanges, en particulier en ce qui concerne les engagements que certains Membres pourraient ne pas être en mesure de mettre en place par eux-mêmes.

Le Canada, le Chili, la Chine, l'UE, le Guatemala,

le Honduras, le Japon, le Mexique, le Pakistan, le Paraguay, le Sri Lanka, et l'Uruguay ont proposé que les pays en développement souscrivent formellement, dès l'entrée en vigueur de l'accord, à des obligations qui sont conformes aux mesures qu'ils avaient déjà en place, et qu'ils mettent en œuvre tout ensemble minimal 'fondamental' de disciplines qui pourrait découler des nouvelles règles.

Le document prévoit que les pays en développement fassent notification à l'OMC de toute obligation pour la mise en œuvre de laquelle ils auraient besoin de temps supplémentaire ou d'assistance technique, après les avoir identifiées au moyen d'une 'autoévaluation des capacités.'

Les pays en développement n'auraient pas à mettre en œuvre des obligations nécessitant un délai additionnel jusqu'à la fin de la période spécifiée dans leur notification.

Concernant les mesures qu'il serait impossible de mettre en œuvre sans assistance technique, le document demanderait aux pays en développement de formuler un 'plan de constitution de capacités' en coopération avec des donateurs et des organisations internationales, et d'en faire notification, avec des périodes de mise en œuvre spécifiques. A la fin de la période de mise en œuvre d'un tel plan, un pays en développement aurait à vérifier s'il avait acquis de fait la capacité à mettre en œuvre une obligation particulière, et si oui, à faire notification à l'OMC de sa capacité nouvellement acquise. A la suite de quoi le pays pourrait faire l'objet de contestation juridique sur la base de l'engagement en question.

Au cas où des Membres seraient en désaccord avec l'évaluation par un autre Membre de sa capacité à mettre en œuvre une obligation, le document spécifie " qu'un mécanisme doit être développé " pour résoudre ces divergences. Il prévoit également un 'dialogue multilatéral' sur les notifications initiales des besoins spécifiques.

Des sources rapportent que les interventions sur le mécanisme proposé ont été largement positives, la Barbade, la Bolivie, l'Inde, la Nouvelle Zélande, et

les États-Unis accueillant favorablement la proposition.

### Texte général probable en juillet

Selon un diplomate, les perspectives sont bonnes pour un texte général sur la facilitation des échanges, d'ici juillet, car des propositions fondées sur des textes ont été faites sur près de la moitié des questions dans les négociations. Le délégué a laissé entendre que les Membres sont conscients de la nécessité de rassembler toutes les propositions fondées sur des textes en un seul document ; certains se sont demandés à haute voix si le Secrétariat pourrait le faire ou non, comme il l'avait fait pour une compilation antérieure des communications moins élaborées des Membres (à présent, TN/TF/W/43/Rev.7).

Un délégué a dit douter que tous les Membres soient en mesure de présenter des propositions sous forme de projet de texte juridique, mais a laissé entendre que le simple fait que les Membres aient déjà entamé des discussions fondées sur des texte était notable. Le négociateur a reconnu la préoccupation de certains pays en développement et PMA concernant le fait que les négociations sur la facilitation des échanges se déroulaient presque 'trop rapidement' et a déclaré qu'un accord aurait à attendre un arrangement sur l'agriculture et les tarifs industriels. Selon un autre délégué, si les ministres et les hauts responsables du commerce qui devaient se réunir fin juin arrivaient à une avancée dans ces deux domaines, les Membres appelleraient probablement le Secrétariat à rédiger un texte général sur la facilitation des échanges, reposant sur leurs communications.

Des sources signalent que le président Tony Millet (Hong-Kong) avait laissé entendre qu'il ne projetait pas de présenter un texte général à titre personnel, comme il avait été demandé à certains de ses homologues dans d'autres domaines de négociation de le faire. Il a exhorté les Membres à continuer à produire des propositions fondées sur des textes jusqu'à fin juin, en prévision d'une réunion informelle du groupe de négociation, fixée les 10 et 11 juillet.

---

### L'équipe spéciale de l'aide pour le commerce progresse vers des recommandations.

L'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce à l'OMC avance vers la finalisation des recommandations qu'elle doit faire aux Membres d'ici fin juillet. Le président, l'ambassadeur Mia Horn af Rantzien (Suède) a remis aux 13 membres de l'Equipe spéciale un projet de texte de six pages sur les recommandations, lors de la dernière réunion, le 16 juin.

Selon le projet de texte, l'Aide pour le commerce couvrirait des domaines tels que le développement de la politique commerciale (de la formation des responsables au soutien à la formulation de la politique nationale) et le respect des obligations commerciales. Elle soutiendrait également les efforts visant à stimuler la capacité des pays à prendre part au commerce, à la fois au travers de l'amélioration du climat des affaires et de la construction d'infrastructures telles que les routes, les ports et les réseaux de télécommunications. Le document mentionne à maintes reprises la nécessité d'aider les pays à mieux identifier leurs besoins liés au commerce. Les membres de l'Equipe spéciale sont tenus d'achever tous les commentaires écrits sur le texte d'ici fin juin, à temps pour sa prochaine réunion du 4 juillet.

Quatre jours auparavant, le 12 juin, l'Equipe spéciale avait tenu une réunion ouverte à l'ensemble des Membres de l'OMC. Lors de cette réunion 'ouverte à tous', plusieurs organisations internationales avaient fait des présentations concernant leurs points de vue sur l'aide pour le commerce, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, la Asian Development Bank, la Banque africaine de développement, l'Inter-American Development Bank, et le Fonds monétaire international (FMI). Le directeur général adjoint de l'OMC, Valentine Rugwabiza, également, a fait une déclaration.

La question de savoir si les fonds de l'Aide pour le commerce doivent provenir par-dessus tout de fonds d'aide existants est en train de prendre un tour litigieux. Des Membres, notamment l'UE, les États-Unis et le Canada, soutiennent que des ressources significatives sont déjà disponibles et devraient simplement être mieux utilisées pour appuyer les activités du commerce. Les pays en développement font valoir, par contre, que les donateurs doivent contracter de nouveaux engagements additionnels pour appuyer l'initiative Aide pour le commerce. Le lien entre l'aide pour le commerce et les négociations de Doha s'avère également litigieux, les pays en développement insistant sur le fait qu'elle apporte un complément important, mais qu'elle ne remplace pas les objectifs de développement dans les discussions.

---

### Environnement : les pays en développement présentent leurs points de vue sur les biens environnementaux.

Lors d'une réunion informelle de la Session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement, tenue les 12 et 13 juin, plusieurs pays en développement ont réitéré leurs objectifs à la désignation d'une liste définitive de 'biens environnementaux' spécifiques devant faire l'objet d'une libéralisation des échanges accélérée, aux fins du paragraphe 31(iii) de la Déclaration de Doha.

La réunion était initialement supposée continuer une évaluation par produit pour déterminer lesquels des près de 480 produits proposés par les Membres pour une telle libéralisation pouvaient réellement être reconnus comme 'environnementaux'. Ces discussions techniques ont été caractérisées par des désaccords entre pays en développement et pays développés- les premiers soutiennent qu'une seule utilisation finale non environnementale potentielle devrait suffire à rendre un produit inéligible pour examen ; les derniers ripostent que ceci exclurait tous les produits sauf un petit nombre.

Comme projetée, la réunion a démarré par des présentations faites par certains des 'amis des biens

environnementaux' - un groupe essentiellement composé de pays en développement qui soutient l'approche 'fondée sur des listes' - sur les produits qu'ils avaient proposés pour une libéralisation. Par exemple, le Japon a fait une présentation sur les véhicules hybrides ; les États-Unis, sur des équipements destinés à l'analyse de la pollution de l'eau et de l'air. La Suisse s'est exprimée sur de 'produits écologiquement préférables, tels que les trains et les bicyclettes, et sur le point de savoir s'ils devraient ou non être considérés comme des biens environnementaux.

Toutefois, tout au long de la réunion, de nombreux pays en développement ont continué à faire part de leurs doutes concernant l'efficacité de l'évaluation par produit, en soutenant que les discussions tournaient en rond. Ces pays ont réitéré la nécessité d'une prise en compte, dans les négociations, des domaines qui présentaient un intérêt pour eux, tels que le traitement spécial et différencié, les obstacles non tarifaires et le transfert de technologie.

Les pays en développement sont sceptiques, depuis longtemps, en ce qui concerne l'approche fondée sur des listes, craignant que les produits dont la libéralisation accélérée est prévue à terme ne soient pas des produits qui les intéressent du point de vue des exportations.

### **Préoccupations des pays en développement**

L'Argentine, le Brésil, l'Égypte, l'Inde, le Mexique et l'Afrique du sud, ainsi que plusieurs autres pays en développement, ont présenté un document informel détaillant des plaintes et des critiques plus systématiques concernant l'approche fondée sur des listes, en soulignant qu'il était important de ne libéraliser les échanges que des biens environnementaux ayant une seule utilisation environnementale finale.

Selon ce groupe de pays qui se fait appeler 'amis de l'environnement et du développement durable', à moins de limiter la libéralisation aux produits à usage final unique, le mandat du paragraphe 31(iii)

pourrait être utilisé pour réduire les droits tarifaires sans avantages environnementaux, ce qui ne bénéficierait qu'à l'économie du pays exportateur. Il fallait faire davantage d'efforts, ont-ils suggéré, pour garantir que la libéralisation dans le cadre du mandat des biens environnementaux servait effectivement des buts réels en matière d'environnement et de développement.

Les artisans du document ont déclaré que les partisans de l'approche fondée sur des listes' n'avaient pas réussi à montrer que les produits qu'ils proposaient n'avait qu'une seule utilisation finale environnementale et n'avait pas été en mesure de démontrer des avantages clairs en matière d'environnement et de développement devant découler de la libéralisation.

Ils ont plutôt déclaré que pour obtenir des avantages clairs en matière d'environnement et de développement, les Membres devraient se concentrer sur l'approche 'projets environnementaux' de l'Inde.

### **L'Inde présente une 'approche fondée sur des projets' affinée**

Dans le cadre de cette approche, chaque pays Membre mettrait en place une 'autorité nationale désignée' chargée d'agréer des projets comme 'environnementaux' et donc pouvant prétendre à des concessions d'accès aux marchés temporaires sur les biens et services utilisés dans de tels projets. L'Inde a défendu sa méthodologie préférée dans une nouvelle présentation (TN/TE/W/67).

Le document indien soutient que, contrairement à l'approche fondée sur des listes', l'approche fondée sur des projets prend en compte les obstacles non tarifaires et les obstacles aux services environnementaux, et répondrait de manière plus efficace aux changements de technologie. Le document a rejeté les critiques selon lesquelles l'approche fondée sur des projets manquait de prévisibilité et de transparence, en soulignant qu'elle créerait des critères convenus au niveau multilatéral pour la libéralisation du commerce des



biens et services environnementaux -- et que la mise en œuvre nationale de ces critères pourrait faire l'objet de contestation dans le système de règlement des différends de l'OMC. Selon le document, l'approche définirait les frontières dans lesquelles différents pays prendraient en compte leurs objectifs environnementaux nationaux, en même temps que les objectifs environnementaux globaux de manière à appuyer le développement.

En réponse aux allégations selon lesquelles l'approche fondée sur des projets ne fournirait aucune incitation à libéraliser, car les pays peuvent déjà réduire les droits tarifaires pour des projets, au niveau unilatéral, l'Inde a fait valoir que les concessions auraient à être accordées à tous les Membres de l'OMC, de manière égale, c'est-à-dire par l'intermédiaire du principe de la 'nation la plus favorisée'. L'Inde a également souligné que l'approche prévoyait une 'consolidation temporaire' - toute concession convenue serait temporairement consolidée pour la durée du projet en question.

### Un compromis?

La Colombie a également présenté un 'non document' informel (JOB(06)149) qui a semblé proposer un compromis. Le document présente des critères potentiels pour la définition des produits ayant un seul usage environnemental : ces produits doivent soit être utilisés pour améliorer l'environnement, pour réduire les déchets et la consommation de ressources naturelles, soit avoir une application environnementale " directe et vérifiable " qui se conforme aux objectifs des accords environnementaux multilatéraux. Pour les biens ayant des usages doubles et multiples, la Colombie propose que les Membres n'aient à libéraliser les échanges que si ces biens sont utilisés dans un projet, un programme, un plan ou un système dont une autorité nationale désignée estime qu'il a des avantages environnementaux vérifiables.

Le document visait à réunir l'approche fondée sur des projets de l'Inde, celle fondée sur des listes et celle " intégrée " de l'Argentine, pour établir une

liste de biens et services qui pourraient alors être éligibles pour une libéralisation axée sur des projets particuliers, tout en prenant en compte les préoccupations ayant trait au traitement spécial et différencié et à l'usage multiple.

Des sources ont exprimé l'espoir de voir la communication colombienne combler les divergences entre Membres, mais ont indiqué que toutes les nouvelles propositions devaient être débattues de manière plus approfondie et plus affinée.

Une autre proposition émanant de l'Uruguay sera débattue lors de la prochaine réunion formelle de la Session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement, fixée les 6 et 7 juillet.

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evènements à L'OMC

26 juin 7 juillet, OMC, Genève, Colloque OMPI/OMC

30 juin, OMC, Genève, conseil du commerce et du développement, 39eme réunion directive Afrique CNUCED

3-5 juillet, OMC, Genève, organe d'examen des politiques commerciales Togo

3-4 juillet, OMC, Genève, groupe consultatif sur les besoins environnementaux et les marchés de service des pays en voie de développement

4 juillet, OMC, Genève, comité des accords commerciaux régionaux

6 juillet, OMC, Genève, comité du commerce et du développement, session spéciale

6-7 juillet, OMC, Genève, comité du commerce et de l'environnement, session spéciale

14 juillet, OMC, Genève, comité du commerce des services, session spéciale

27-28 juillet, OMC, Genève, conseil général de l'OMC

27 Août 1er septembre, OMC, Genève, conférence internationale sur la prévention des catastrophes naturelles

### **Événement hors OMC**

27 juin, Paris, France, La mondialisation détruit-elle des emplois ? Groupe d'analyse de la Mondialisation

29 juin 5 juillet, Bochum, Allemagne, gestion intégrée des ressources en eau et défis du développement durable

5 juillet, Paris, France, AFD, Table ronde sur la croissance pro pauvres et la réduction de la pauvreté

29 juillet 30 Août, le Cap, Afrique du Sud, Fonds pour l'environnement Mondial, 3eme assemblée

31 Août 1er septembre OCDE Stockholm, Suède, les stratégies nationales de développement durable, atelier organisé par la commission de l'OCDE sur le développement durable et la commission des NU sur le développement durable

## **PUBLICATIONS**

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### **En français**

#### **Français**

Battino, Léo : Les méfaits du libéralisme sur des marchés agricoles : deux cas exemplaires : le café et le cacao. Paris, l'Harmattan, 2006 ; 134 pages

Corinne Gendron : le Développement durable comme compromis  
Collection : Pratique et politiques sociales et économiques des PUQ (presses universitaires du Québec), 2006, 296 pages

CTA (centre technique de coopération agricole et rurale ACP UE : La réforme du régime sucrier et son impact sur les pays ACP ; 2005

FALL , A. S ; Favreau, L et G LAROSE :  
L'Afrique qui se refait : Initiatives économiques populaires et développement local en Afrique noire.  
Presses universitaires du Québec et KHARTALA (Paris) 2006

GEMDEV (groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement) :  
Quels acteurs pour quel développement ?  
KHARTALA, Paris, septembre 2005, 280 pages

GRET (groupe de recherche et d'échanges technologiques), Impacts de l'Accord de Partenariat économique UE - Afrique de l'Ouest ;  
Synthèse bibliographique. Décembre 2005 73 pages

IRIS (Institut des relations internationales stratégiques) : Le Patriotisme économique à l'épreuve de la mondialisation. Revue internationale et stratégique. Edition 2006

Institut Nord Sud : L'agriculture et l'OMC : un exercice sur le développement pour la ronde de Doha ; Bulletin 20005- 2006

Mendez. Del Villar, L. RA Alvez, M.SAdio .Keita .: Facteurs de performances et de compétitivité des exploitations cotonnières au Brésil ; aux Etats-Unis et au Mali ; Cahiers Agricultures, Vol, 15, N°1 ,Janvier, Février 2006

OCDE : l'Efficacité de l'aide alimentaire pour le développement. Les effets de l'aide liée ; Mai 2006, 140 pages

OCDE/ BAD, avec le soutien financier de la Commission européenne: les perspectives économiques en Afrique. Mai 2006, 628 pages

OMC : Statistique du commerce international 2005 ; Août 2005, 276 pages

Anglais

OECD/sustainable studies: Subsidy Reform and Sustainable Development  
Economic, Environmental and Social Aspects;  
May 2006; 144 pages

CTA(Technical Centre for Agricultural and Rural cooperation ACP- UE: The capacity of Africa's agricultural sector to contribute to achieving UN Millennium Development Goals; 2005

A SOUTH - SOUTH SURVIVAL STRATEGY: THE POTENTIAL FOR TRADE AMONG DEVELOPING COUNTRIES. By Marco Fugazza and David Vanzetti. UN Conference for Trade and Development (UNCTAD), 2006. Trade between developing countries, or South-South trade, has been growing rapidly in recent years following significant reductions in tariff barriers. However, significant barriers remain, and there is currently reluctance in many developing countries to

undertake further reductions, with a preference instead for focusing on opening up access to developed country markets, or maintaining the status quo given that multilateral liberalization may result in the erosion of preferential access enjoyed by some developing countries. This emphasis on Northern markets represents a missed opportunity for developing countries. The paper uses a general equilibrium model, GTAP, containing information on preferential bilateral tariffs, to estimate the impacts of the removal of barriers on South- South trade with the gains from developed country liberalisation and from regional free trade areas within Africa, Asia and Latin America. The results indicate that the opening up of Northern markets would provide annual welfare gains to developing countries of USD 22 billion, but the removal of South-South barriers has the potential to generate gains 60 per cent larger. Furthermore, the potential gains from further regional agreements on a continental basis are limited in Africa and Asia, although scope remains in Latin America. To access this publication visit:

[http://www.unctad.org/en/docs/itcdtab34\\_en.pdf](http://www.unctad.org/en/docs/itcdtab34_en.pdf)

OECD-FAO AGRICULTURAL OUTLOOK: 2005-2014. Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) and UN Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), 2005. This eleventh edition provides an assessment of agricultural market prospects based on medium-term projections that extend to 2014 for production, consumption, trade and prices of included commodities. The projections presented in the report are based on specific assumptions regarding macroeconomic conditions, agricultural and trade policies and average weather conditions, and thus are one representative scenario for agricultural markets over the next decade. To access this publication visit

[http://www.oecd.org/document/5/0,2340,en\\_2649\\_33783\\_35015941\\_1\\_1\\_1\\_1,00.htm](http://www.oecd.org/document/5/0,2340,en_2649_33783_35015941_1_1_1_1,00.htm).

**BILATERAL FREE TRADE AND INVESTMENT AGREEMENTS AND THE US CORPORATE BIOTECH AGENDA.** By Aziz Choudry. (Pesticides Action Network Asia Pacific and People's Coalition on Food Sovereignty, February 2006. This issue is first of a series of special releases on food sovereignty issues published by the People's Coalition on Food Sovereignty (PCFS) and the Pesticide Action Network Asia Pacific (PANAP). According to this publication, bilateral free trade agreements (FTAs) are seen by the agricultural biotechnology industry as an important conduit for spreading genetically modified organisms (GMOs) around the world. The author contends that US agribusiness corporations are looking into bilateral and regional trade agreements "to expand foreign understanding and acceptance of US regulations and standards, particularly with respect to agricultural biotechnology." The bilateral FTAs are said to threaten labeling laws on GM foods, the rights of countries to determine their own domestic biosafety regulatory approach, and the livelihoods of farmers. To access this publication visit [http://www.bilaterals.org/article.php3?id\\_article=4861](http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=4861).

Le groupe AMNA-11 comprend l'Afrique du sud, l'Argentine, la Brésil, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, la Namibie, les Philippines, la Tunisie et le Venezuela.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF  
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)